

3 à 5 questions à réponses brèves à partir de documents succincts

Intitulé réglementaire (décret n°2007-113 du 29 janvier 2007)

Une épreuve écrite à caractère professionnel portant sur les missions incombant aux membres du cadre d'emplois. Cette épreuve consiste, à partir de documents succincts remis au candidat, en trois à cinq questions appelant des réponses brèves ou sous forme de tableaux et destinées à vérifier les capacités de compréhension du candidat et son aptitude à retranscrire les idées principales des documents.

➤Durée : 1h30

➤Coefficient : 2

Note de cadrage indicative

Cette épreuve inédite du nouvel examen d'accès au grade d'adjoint administratif de 1^{ère} classe s'apparente à différentes épreuves d'autres concours :

- concours d'adjoint administratif territorial de 1^{ère} classe : une épreuve de français comportant, à partir d'un texte général, la réponse à des questions destinées à vérifier les capacités de compréhension du candidat et son aptitude à retranscrire et ordonner les idées principales du texte (...);*
- concours de gardien de police municipale : la réponse, à partir d'un texte remis aux candidats, à des questions sur la compréhension de ce texte et l'explication d'une ou plusieurs expressions figurant dans ce texte ;*
- concours d'adjoint technique territorial de 1^{ère} classe : vérification, au moyen d'une série de questions à réponses courtes ou de tableaux ou graphiques à constituer ou à compléter, des connaissances théoriques de base du candidat dans la spécialité au titre de laquelle il concourt ;*
- concours de rédacteur territorial : réponses à trois à cinq questions sur des sujets relatifs aux problèmes sociaux, économiques et culturels contemporains permettant d'apprécier la culture et les connaissances générales des candidats.*

La présente note ne constitue pas un programme réglementaire dont les candidats pourraient se prévaloir mais un document destiné à éclairer le jury dans le choix des sujets et les candidats dans leur préparation de l'épreuve.

I- A PARTIR DE DOCUMENTS SUCCINCTS...

A- Des documents...

L'intitulé réglementaire de l'épreuve n'étant pas "à partir d'un ou plusieurs documents", mais bien "à partir de documents", il convient d'opter sans hésitation pour **plusieurs documents** qui offrent l'avantage :

- de permettre au candidat qui ne comprendrait pas un document de "se rattraper" à l'aide des autres ;
- de vérifier les capacités de compréhension du candidat à partir de documents différents tant par leur forme que, le cas échéant, leur registre de langue ;
- d'évaluer l'aptitude du candidat à aller chercher l'information là où elle se trouve.

Il est à cet égard souhaitable que les **documents** soient **de formes différentes**, le sujet pouvant par exemple comprendre un **texte**, un **document graphique**, un **document visuel**.

Cette épreuve étant "à caractère professionnel", on veillera à éviter des textes littéraires, et, plus généralement, des documents que leur forme ou leur fond placerait en trop fort décalage avec les missions incombant au cadre d'emplois.

Pour mémoire, les adjoints administratifs exercent les missions suivantes au sein des collectivités territoriales et de leurs établissements publics :

Les adjoints administratifs territoriaux sont chargés de tâches administratives d'exécution, qui supposent la connaissance et comportent l'application de règles administratives et comptables.

Ils peuvent être chargés d'effectuer divers travaux de bureautique et être affectés à l'utilisation des matériels de télécommunication.

Ils peuvent être chargés d'effectuer des enquêtes administratives et d'établir des rapports nécessaires à l'instruction de dossiers.

Ils peuvent être chargés de placer les usagers d'emplacements publics, de calculer et de percevoir le montant des redevances exigibles de ces usagers.

Lorsqu'ils relèvent des grades d'avancement, les adjoints administratifs territoriaux assurent plus particulièrement les fonctions d'accueil et les travaux de guichet, la correspondance administrative et les travaux de comptabilité.

Ils peuvent participer à la mise en œuvre de l'action de la collectivité dans les domaines économique, social, culturel et sportif.

Ils peuvent être chargés de la constitution, de la mise à jour et de l'exploitation de la documentation ainsi que de travaux d'ordre.

Ils peuvent centraliser les redevances exigibles des usagers et en assurer eux-mêmes la perception.

Ils peuvent être chargés d'assurer la bonne utilisation des matériels de télécommunication.

Ils peuvent être chargés du secrétariat de mairie dans une commune de moins de 2 000 habitants.

Ils peuvent se voir confier la coordination de l'activité d'adjoints administratifs territoriaux du premier grade.

B- ...succincts

Le niveau de l'examen et la durée de l'épreuve interdisent de transformer celle-ci en épreuve de synthèse sur dossier. Outre les questions posées, **le sujet comprendra ainsi de l'ordre de trois à cinq pages.**

II- ...TROIS A CINQ QUESTIONS APPELANT DES REPONSES BREVES

A- Trois à cinq questions

La durée de l'épreuve, la volonté de faire reposer l'évaluation des capacités du candidat sur un nombre suffisant de questions pour minimiser la part du hasard, en évitant à la fois qu'un candidat soit pénalisé ou avantagé selon que le champ des questions serait proche ou éloigné d'un savoir ou de centres d'intérêt spécialisés, plaident en faveur de **cinq questions**, d'autant que les réponses attendues sont brèves.

Le nombre de points alloués pourra varier d'une question à l'autre. Le sujet précisera le nombre de points attaché à chaque question, afin que le candidat puisse se déterminer en toute connaissance de cause.

On pourra admettre que les candidats traitent les questions dans l'ordre qui leur convient.

B- Des réponses brèves ou sous forme de tableaux

Si l'intitulé réglementaire ne précise pas la longueur des "réponses brèves", la notion de brièveté et le fait que les réponses attendues puissent prendre la forme de tableaux permettent de mesurer que l'épreuve n'est pas essentiellement une épreuve rédactionnelle. On pourra ainsi attendre des réponses de **dix à quinze lignes**, cette précision pouvant être portée dans le sujet afin que le candidat puisse mesurer sans ambiguïté ce qui est attendu de lui.

Le libellé de l'épreuve invite à prendre davantage en compte le contenu de la réponse apportée que sa forme. On pourra ainsi, pour certaines réponses, se contenter d'énumérations précédées de tirets, sous réserve que les réponses soient compréhensibles. Pour une question donnée, le libellé peut toutefois préciser qu'une réponse intégralement rédigée est attendue et qu'elle sera notamment évaluée en fonction du respect des règles syntaxiques.

Les réponses sous forme de tableaux peuvent requérir **des calculs basiques**, comme le calcul de pourcentages, que les candidats pourront être amenés à justifier si la ou les questions le précisent.

III- LES CAPACITES DE COMPREHENSION ET L'APTITUDE A RETRANSCRIRE LES IDEES PRINCIPALES DES DOCUMENTS

A- Les capacités de compréhension

Le candidat devra à la fois analyser les informations contenues dans les différents documents pour comprendre puis montrer par ses réponses qu'il a compris.

L'évaluation des capacités de compréhension autorise la formulation de questions sous des formes très variées :

- que signifie tel mot, telle expression ?
- trouvez un synonyme de tel mot, un antonyme de tel mot...
- quelle est l'idée principale du document... ?
- citez deux exemples du document... particulièrement significatifs de l'idée principale
- quelles illustrations chiffrées de telle tendance trouve-t-on dans les documents ?
- présentez sous forme de tableau les données chiffrées du document...
- etc.

Cet item autorise également des questions requérant le cas échéant la mobilisation d'informations non incluses dans les documents : des questions simples permettant de mesurer notamment l'intérêt que le candidat porte à l'actualité du sujet sont envisageables, dans la mesure où cet intérêt est nécessaire à la compréhension attendue du futur adjoint administratif. Le candidat peut de même être invité à mobiliser des idées ou des faits contredisant ceux des documents ou, de manière plus ouverte, son avis argumenté peut être sollicité sur telle ou telle idée qu'ils contiennent.

B- L'aptitude à retranscrire les idées principales des documents

Le concept "d'aptitude à retranscrire" apporte une précision sur l'un des moyens utilisables pour mesurer les capacités de compréhension du candidat : il peut lui être demandé de procéder à un relevé des principaux arguments d'un texte, comme de titrer les différents paragraphes d'un texte, ou de proposer un ou des titres plus pertinents que le ou les titres originaux.

IV- UNE PROPOSITION DE BAREME DE CORRECTION

Dans la logique des éléments de cadrage ci-dessus, il est proposé de ne pas pénaliser la syntaxe (sauf mention particulière à une question donnée) mais de pénaliser l'orthographe et la présentation d'ensemble :

- copie négligée (soin, calligraphie, présentation) : - 1 point
- plus de 15 fautes d'orthographe : - 2 points

SUJET 0

**A partir de documents succincts remis au candidat
3 à 5 QUESTIONS appelant des REPONSES BREVES
ou sous forme de tableaux,
et destinées à vérifier les capacités de compréhension du candidat
et son aptitude à retranscrire les idées principales des documents**

Durée : 1h30

Coefficient : 2

Après avoir pris connaissance des documents ci-joints (4 pages), répondez aux cinq questions suivantes dans l'ordre qui vous convient, en prenant soin de préciser le numéro de la question avant d'y répondre :

QUESTION 1 (4 points)

En une dizaine de lignes, à l'aide des informations contenues dans le document, expliquez la signification du titre : "Nausicaä revendique hautement sa vocation éducative" et dites si ce titre vous paraît bien choisi et pourquoi.

QUESTION 2 (2 points)

A partir des données figurant dans la rubrique "CHIFFRES CLES" :

- quel est le pourcentage de SEM (sociétés d'économie mixte) relevant du secteur des services qui gèrent des parcs à thèmes et des sites patrimoniaux (arrondir au centième supérieur) ? (1 point)
- combien de SEM en projet entrent dans le champ des loisirs, de la culture et de l'événementiel (arrondissez à l'entier supérieur) (1 point)

QUESTION 3 (5 points)

A partir de la carte au dossier :

- présentez sous forme d'un tableau récapitulatif la localisation et le type des parcs à thèmes et sites patrimoniaux français gérés par des SEM ; précisez, par type, le nombre de parcs et sites ainsi que leur pourcentage (arrondi au centième supérieur) par rapport à l'ensemble ; (3 points)
- choisissez deux types différents de parcs et sites et proposez en une dizaine de lignes au total une explication de leur lieu d'implantation. (2 points)

QUESTION 4 (5 points)

A partir des informations au dossier, faites valoir en une dizaine de lignes les avantages pour les collectivités de créer des parcs à thème.

QUESTION 5 (4 points)

Dans le document : "Sous les loisirs, la pédagogie et le développement du territoire", en vous servant du contexte :

- expliquez le terme "décriés" et proposez un antonyme (mot ou expression) ; (1 point)
- expliquez en 2 lignes l'expression "parcours initiatique" ; (1 point)
- expliquez en 2 lignes l'expression : "tirer son épingle du jeu" ; (1 point)
- expliquez en 2 lignes l'expression : "la mutualisation du coût". (1 point)

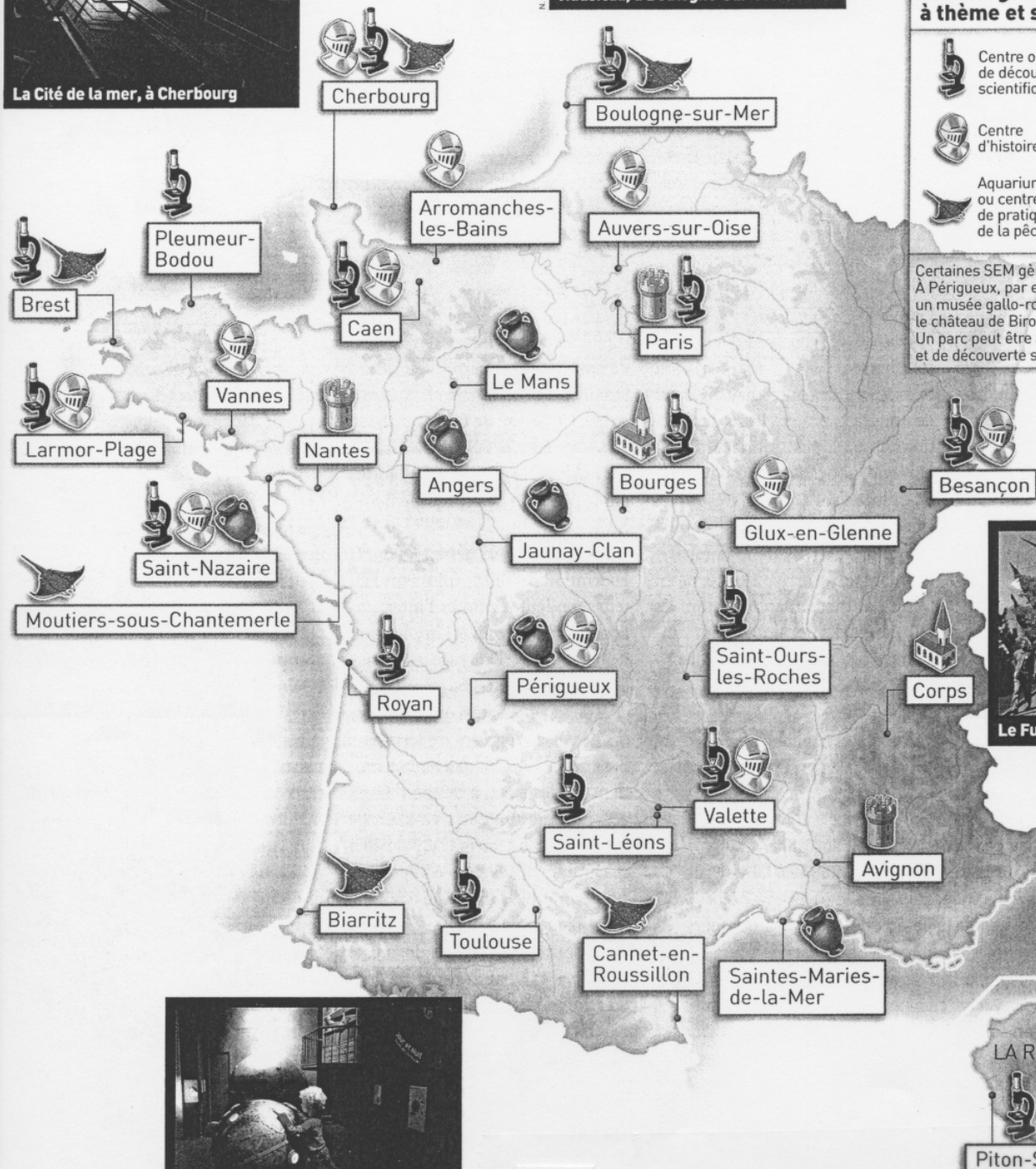
⚠ Vous ne devez faire apparaître aucun signe distinctif dans votre copie, ni votre nom ou un nom fictif, ni signature ou paraphe.
⚠ Seul l'usage d'un stylo noir ou bleu est autorisé (bille, plume ou feutre). L'utilisation d'une autre couleur, pour écrire ou souligner, sera considérée comme un signe distinctif, de même que l'utilisation d'un surligneur.
⚠ L'utilisation d'une calculatrice de fonctionnement autonome et sans imprimante est autorisée.
Le non-respect des règles ci-dessus peut entraîner l'annulation de la copie par le jury.
Les feuilles de brouillon ne seront en aucun cas prises en compte.



La Cité de la mer, à Cherbourg



Nausicaä, à Boulogne-sur-Mer



Le Futuroscope, à Jaunay-Clan



La Cité de l'espace, à Toulouse

ÉCONOMIE MIXTE

Les succès des parcs à thème

La Gazette _ 2 octobre 2006

Sous les loisirs, la pédagogie et le développement du territoire

Considérés comme des éléments moteurs pour les territoires, les parcs à thème et sites patrimoniaux seront sous les feux de la rampe, lors du 40^e congrès des SEM.

Souvent décriés pour leur gestion, les parcs à thème et sites patrimoniaux retrouvent du lustre, à la faveur d'une nouvelle stratégie qui allie loisirs et pédagogie, et n'hésite pas à regarder du côté des partenariats financiers public-privé. Comme le soulignait il y a peu Léon Bertrand, ministre délégué au Tourisme, « la dernière décennie a été marquée par une augmentation très sensible de l'offre, mais aussi par de nouveaux projets. Parcs d'attractions, aquatiques, animaliers, thématiques à vocation ludo-éducative ou culturelle, l'offre est très diversifiée et segmentée, mais toujours autour du divertissement familial ». Un marché qui arrive à maturité en termes de fréquentation et dont les retombées économiques sont examinées à la loupe par les collecti-

vités. Car l'intégration de plus en plus forte de ces équipements aux territoires crée des synergies entre le développement du tourisme et celui de l'économie locale. C'est le cas, notamment, du Futuroscope de Poitiers qui a réussi à attirer des touristes et à générer l'implantation d'un pôle technologique regroupant 150 entreprises, sur 200 hectares (*lire aussi p. 29*). En quinze ans, la Vienne s'est dotée de plusieurs zones d'activités économiques et commerciales desservies par des moyens de communication qu'elle n'aurait jamais pu obtenir sans le Futuroscope. Un réseau de fibres optiques, une autoroute, le TGV... soit, au total, quelque 15 000 emplois induits par la présence de cet équipement.

Missions d'intérêt général. Pour la Fédération des SEM, « plusieurs facteurs rendent légitimes l'intervention des collectivités et l'implication des élus locaux : l'ancrage territorial, les missions culturelles, scientifiques et pédagogiques, ainsi que les objectifs de développement du territoire. Les collectivités qui portent et soutiennent les parcs à thème ont, en général, des ambitions en matière de développement territorial, par l'effet structurant de ce type d'équipement sur l'économie, l'image du territoire et la qualité de vie ».

A Toulouse, les riverains de la Cité de l'Espace ont ainsi bénéficié de la création de lignes de bus reliant le centre-ville et la zone d'activité, et trois hôtels ont été construits (*lire aussi p. 30*). Chaque année, les visiteurs de la Cité de l'Espace dépensent 2,4 millions d'euros, hors du site, dans les différents services : restaurants, etc. A Boulogne-sur-Mer, le Centre international de la mer

CHIFFRES CLÉS

- **32 SEM gèrent des parcs** à thème et des sites patrimoniaux, sur les 577 SEM services recensées.
- **64%** des sociétés d'économie mixte nouvellement créées relèvent du secteur des services.
- **12%** d'entre elles sont des SEM sports et loisirs, 9% ont une vocation culturelle.
- **195 SEM sont en projet**, dont 42% entrent dans le champ des loisirs, de la culture et de l'événementiel.

Nausicaä (*lire aussi p. 28*) a permis de créer 78 emplois directs. Chaque visiteur dépense 11 euros sur le territoire. Soit 6,6 millions d'euros de recettes annuelles qui tombent dans l'escarcelle de l'agglomération, ce qui représente 100 millions d'euros depuis l'ouverture du centre en 1991.

Toutefois, les richesses créées par les parcs à thème n'entrent pas dans les comptes d'exploitation des SEM, déplacent les collectivités. Car si certains équipements prestigieux comme la Tour Eiffel, le Palais des papes à Avignon ou la grotte de Lascaux tirent leur épingle du jeu, la majorité équilibre difficilement ses comptes. Plusieurs raisons à cela : les missions culturelles, scientifiques et pédagogiques des parcs à thème sont des missions d'intérêt général, parfois déficitaires. De plus, les obligations de service public induisent des prix d'entrée accessibles à tous, voire une tarification sociale qui peut peser sur le chiffre d'affaires.

Concurrence maximale. Pour voir plus clair, la FNSEM a lancé une enquête prospective, afin de déterminer le potentiel économique des parcs à thème, dans une pers-

Le Scénoparc lo : un parc animalier initiatique dans le Cantal

En avril 2006, un nouveau parc de loisirs a fait son apparition dans le Cantal, à Valette, près de Riom-ès-Montagnes. Le visiteur est invité à un parcours initiatique, sur le mode « homme-nature ». La scénographie retrace, depuis le paléolithique jusqu'à nos jours, l'histoire animalière et montre 80 animaux de 13 espèces différentes, dans un cadre bucolique, à 1 100 mètres d'altitude. Vaches, aurochs, bœufs musqués, yacks, chèvres... sont dispersés dans la nature, où ils vivent en semi-liberté, tandis qu'un bâtiment en forme de corne de vache rassemble les éléments pédagogiques sur ces espèces. L'investissement s'élève à 5,5 millions d'euros, et la gestion du parc a été confiée à une SEM, où sont présents le département, les collectivités locales et la région. Soit la création de quinze emplois directs et autant induits.

Site internet : www.scenoparc-lo.com

pective plus large de développement durable. Une étude conduite par l'Agence française de l'ingénierie touristique en 2004 (1) soulignait déjà que les parcs à thème connaissent une intensité de concurrence très forte. Elle relevait aussi que la possibilité de mobiliser de l'argent public était très élevée, ces capitaux pouvant concerner aussi bien la création que l'exploitation d'un équipement. Pour sortir d'une situation concurrentielle dangereuse, les auteurs de l'étude donnaient quelques pistes: la maîtrise financière devait passer par la conception de l'équipement, permettant un renouvellement des matériels à moindre coût. Autre voie, la mutualisation du coût de certains développements, des coproductions en matière d'expositions, de films ou d'événements à un niveau national, voire européen.

Coproduction. Une idée qui a fait son chemin à Caen: Brigitte Le Brethon, maire de la ville et présidente de la SEM Mémorial, a signé en juin dernier une convention tripartite avec le musée et le CNRS pour la mise en place de partenariats sur le thème de la Bataille de Normandie. Au programme, la participation des historiens du musée aux recherches du laboratoire du CNRS et un soutien aux étudiants dans leurs travaux. Face à une concurrence qui applique les règles du benchmarking (2), les villes se positionnent clairement sur le créneau de la culture. Contrairement à la Compagnie des Alpes, actionnaire de parcs de loisirs et de remontées mécaniques, qui a choisi de coupler une offre domaine skiable-parc de loisirs.

C. F.-T.

(1) «Parcs de loisirs, Etat du marché et facteurs d'évolution», les Cahiers de l'Afit, 2004.

(2) Processus continu d'évaluation des produits, des services et des méthodes par rapport à ceux des concurrents.

RENDEZ-VOUS

■ 40^e Congrès national des SEM,
du 10 au 12 octobre, à Strasbourg.
Site internet: www.fedsem.fr



BOULOGNE-SUR-MER Nausicaä revendique hautement sa vocation éducative

Après quinze ans d'activité et malgré un épisode difficile en 2003, Nausicaä nourrit toujours de nouveaux projets, dans une relation très étroite avec la ville, principal actionnaire.

Le volontarisme qui a présidé à la création du Centre national de la mer Nausicaä, en 1991, ne s'est jamais démenti. Un pari gagnant puisqu'en quinze ans, ce complexe touristique a attiré près de 10 millions de visiteurs et s'est imposé comme la plus grande infra-

structure touristique de la région. C'est Guy Lengagne, alors maire, devenu depuis président de la communauté d'agglomération du Boulonnais (CAB) qui a porté le projet, réussissant, à l'époque, à fédérer l'Etat, le département, la région et Bruxelles. Un soutien indispensable dans une ville qui n'aurait pu assumer seule cet investissement. « Il en a coûté 10% seulement à la commune », indique Guy Lengagne, qui souligne que le choix d'une SEM s'est imposé d'emblée pour la gestion de l'équipement. « Nous voulions que Nausicaä soit aussi un outil de sensibilisation à l'environnement et de pédagogie. »

Expédition scientifique. La ville a conservé pendant de nombreuses années 80% du capital, vivant ainsi avec bonheur la grande extension de Nausicaä en 1998. Mais c'est aussi comme actionnaire public majeur qu'elle a traversé un épisode beaucoup plus difficile en 2003, avec la canicule, le plan Vigipirate interdisant les sorties en groupe scolaire, le coût des 35 heures... La SEM a frôlé le dépôt de bilan l'année suivante. L'arrivée du conseil régional pour recapitaliser a permis non seulement de la sauver mais aussi de la relancer.

Aujourd'hui sorti de l'ornière, le Centre de la mer élabore un très ambitieux projet d'extension. Nausicaä 3 comporte plusieurs volets, dont l'éducation à l'environnement constitue la trame centrale. En association avec Jean-Michel Cousteau, la société d'économie mixte va financer une expédition scientifique par an, dans une région du monde, et organisera chaque jour un « direct » avec le bateau, qui sera doté,

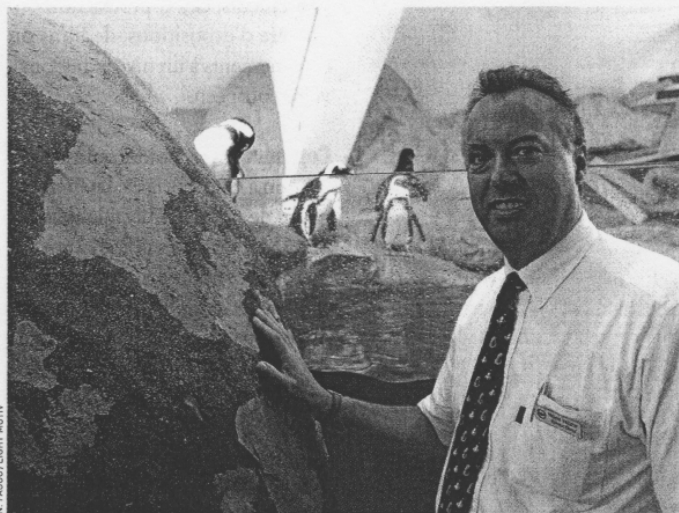
POINTS CLÉS

- **Création :** 1991.
- **Actionnaires :** ville de Boulogne-sur-Mer (60 %), communauté d'agglomération (8,4 %), conseil régional (16,6 %), partenaires privés (15 %, dont le principal est la Générale des Eaux).
- **Nombre de visiteurs :** 630 000 prévus en 2006.
- **Salariés :** 150
- **Budget :** 8,5 millions d'euros, dont 1,1 million de subventions au titre des activités éducatives (région, agglomération, ville, département).
- **Investissement :** 38 millions d'euros (depuis l'origine).

à la façon de l'ancienne « Calypso », d'un hélicoptère et d'un petit sous-marin. De plus, les équipements de Nausicaä seront enrichis d'un espace consacré aux espèces rencontrées dans la région de l'expédition, tandis qu'un autre bâtiment dédié aux deux pôles, avec de nouveaux animaux, exposera la problématique du réchauffement climatique.

Grand projet urbain. Le projet est pleinement partagé par Guy Lengagne, président de la SEM, qui compte élargir l'assise locale de Nausicaä. La gestion de l'équipement est, au minimum, à l'échelle de l'agglomération, justifie-t-il. La propriété devrait être transférée à la CAB dès 2007, et celle-ci pourrait devenir le premier actionnaire, à la place de la ville. L'agglomération envisage un grand projet urbain autour de Nausicaä, dont l'accès automobile devient problématique lors des pointes d'été. Il s'agirait d'implanter un parking sur les hauteurs de Boulogne et de relier le centre-ville via un téléphérique, qui surplomberait toute la baie.

O. D.



TÉMOIGNAGE **Philippe Vallette**, directeur de Nausicaä

« Nous avons suscité la création d'un réseau international »

« La ville aurait pu choisir de concéder cet espace à une société privée qui aurait créé Nausicaä et gagné de l'argent, comme beaucoup d'autres, autour d'un grand aquarium. Ce n'est pas l'option qui a été retenue, car l'objectif était de créer à la fois un outil de développement économique basé sur le tourisme et un outil éducatif. Ceci s'illustre par nos différentes expositions permanentes, comme "Cap au sud" aujourd'hui. Cette vocation se décline aussi par le fait que nous avons suscité, après le sommet de Johannesburg, la création d'un réseau international de dix-huit membres, Océan mondial, sous l'égide de l'Unesco et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Nous avons monté, dans ce cadre, un programme global de sensibilisation, qui passe notamment par la diffusion d'un "passport de citoyen de l'océan" et par la Journée mondiale de l'océan. »

INDICATIONS DE CORRECTION

QUESTION 1 (4 points)

En une dizaine de lignes, à l'aide des informations contenues dans le document, expliquez la signification du titre : "Nausicaä revendique hautement sa vocation éducative" et dites si ce titre vous paraît bien choisi et pourquoi.

Nausicaä, centre national de la mer créé en 1991 à Boulogne-sur-Mer, est un complexe touristique dont le grand aquarium a déjà attiré près de 10 millions de visiteurs. Mais son ambition ne s'arrête pas là : comme l'explique le président de la communauté d'agglomération de Boulogne, Nausicaä est aussi un outil de sensibilisation et d'éducation à l'environnement. Le financement, chaque année, d'une expédition scientifique en association avec Jean-Michel Cousteau, un espace dédié aux animaux rencontrés, un autre aux pôles, traduisent cette ambition.

Ce titre est bien choisi, dans la mesure où il laisse ainsi percevoir que Nausicaä tient à ce que l'on ne le réduise pas à une simple dimension de loisirs, d'autant que cette vocation éducative est de nature à garantir sa rentabilité.

QUESTION 2 (2 points)

A partir des données figurant dans la rubrique "CHIFFRES CLES" :

- quel est le pourcentage de SEM (sociétés d'économie mixte) relevant du secteur des services qui gèrent des parcs à thèmes et des sites patrimoniaux (arrondir au centième supérieur)? (1 point)

Sur les 577 "SEM services" recensées, 32 SEM (0,5 pt), soit 5,55% (0,5 pt), gèrent des parcs à thème et des sites patrimoniaux.

- combien de SEM en projet entrent dans le champ des loisirs, de la culture et de l'événementiel (arrondissez à l'entier supérieur) ? (1 point)

42% des 149 SEM en projet entrent dans le champ des loisirs, de la culture et de l'événementiel (0,5 pt), soit 63 SEM (arrondi de 62,58) (0,5 pt).

QUESTION 3 (5 points)

A partir de la carte au dossier :

- présentez sous forme d'un tableau récapitulatif la localisation et le type des parcs à thèmes et sites patrimoniaux français gérés par des SEM ; précisez, par type, le nombre de parcs et sites ainsi que leur pourcentage (arrondi au centième supérieur) par rapport à l'ensemble

Conception du tableau : 1,5 pt – Liste des parcs et sites : 0,5 pt – Données numériques : 1 pt (3 points)

TYPE	Aquarium ou centre de pratique de la pêche	Centre ou parc de découverte scientifique	Centre d'histoire	Musée	Patrimoine national	Site religieux	Total
LOCALISATION	-Biarritz -Boulogne-sur-Mer -Brest -Cannet-en-Roussillon -Cherbourg -Moutiers-sous-Chantemerle	-Besançon -Boulogne-sur-Mer -Bourges -Brest -Caën -Cherbourg -Larmor-Plage -Paris -Piton-Saint-Leu -Pleumeur-Bodou -Royan -Saint-Léons -Saint-Nazaire -Saint-Ours-les-Roches -Toulouse -Valette	-Arromanches-les-Bains -Auvers-sur-Oise -Besançon -Caen -Cherbourg -Glux-en-Glenne -Larmor-Plage -Périgueux -Valette -Saint-Nazaire -Vannes	-Angers -Jauny-Clan -Le Mans -Périgueux -Saint-Nazaire -Saintes-Maries-de-la-Mer	-Avignon -Paris -Nantes	-Bourges -Corps	
Total	6	16	11	6	3	2	44
%	13,64%	36,36%	25%	13,64%	6,82%	4,55%	100%

- choisissez deux types différents de parcs et sites et proposez en une dizaine de lignes au total une explication de leur lieu d'implantation. (2 points)

- Les aquariums ou centres de pratique de la pêche sont naturellement très majoritairement implantés en bord de mer dans de grands ports de pêche français. Le développement touristique qu'ils induisent permet de pallier en partie les conséquences du déclin de la pêche dans de nombreux ports français.

- Les centres ou parcs de découvertes scientifiques apparaissent fréquemment liés à un autre type de parc ou site : à Brest comme à Boulogne-sur-Mer, par exemple, ils sont associés aux aquariums ou centres de pratique de la pêche. D'autres centres ou parcs de découverte scientifique sont implantés sur des pôles industriels importants comme la vallée du Rhône ou la région toulousaine.

Réponse pour un autre type de site :

- Les centres d'histoire sont pour une part implantés sur des sites liés à l'histoire contemporaine, comme les centres d'Arromanches-les-Bains et de Caen situés sur les lieux du débarquement allié de 1944.

D'autres explications sont acceptables dès lors qu'elles sont fondées sur des connaissances précises.

QUESTION 4 (5 points)

A partir des informations au dossier, faites valoir en une dizaine de lignes les avantages pour les collectivités de créer des parcs à thème.

Les retombées économiques des parcs à thèmes et de sites patrimoniaux sont indéniables, développement touristique et développement économique local allant de pair. Le Futuroscope de Poitiers en est un exemple éclairant, avec de l'ordre de 15 000 emplois induits.

Ces équipements influent positivement sur la qualité de la vie des habitants, tant par le développement des transports et de l'équipement hôtelier que par les dépenses des visiteurs.

La promotion de l'image des territoires apparaît comme un autre atout des parcs à thèmes.

QUESTION 5 (4 points)

Dans le document : "Sous les loisirs, la pédagogie et le développement du territoire", en vous servant du contexte :

- expliquez le terme "décrits" et proposez un antonyme (mot ou expression) ; (1 point)

Les parcs à thèmes sont souvent décrits, c'est-à-dire critiqués, dénoncés, attaqués...

Mot ou expression de sens contraire : ils sont loués, encensés, font l'objet d'appréciations élogieuses...

(NB: les antonymes donnés ici ne sont pas exhaustifs ; le candidat qui proposerait plusieurs antonymes dont un fautif n'obtiendrait pas de point)

- expliquez en 2 lignes l'expression "parcours initiatique" ; (1 point)

Le parc animalier du Cantal propose un itinéraire pédagogique qui permet d'apprendre peu à peu à connaître des animaux et des espèces différentes.

- expliquez en 2 lignes l'expression : "tirer son épingle du jeu" ; (1 point)

Des équipements prestigieux comme La Tour Eiffel engrangent plus de recettes qu'ils ne dépensent : "tirer son épingle du jeu" signifie "s'en sortir à son avantage", "parvenir à tirer bénéfice de", "être bénéficiaire".

- expliquez en 2 lignes l'expression : "la mutualisation du coût". (1 point)

Mutualiser le coût signifie répartir les dépenses, les partager entre différents acteurs ; les porter ensemble les rend moins lourdes.